

LA GRANDE INTERVIEW Affaire Novartis, refus du budget 2012, crise au sein du service de l'urbanisme: Daniel Rossellat revu

«Nyon traverse une crise»

Entre les problèmes rencontrés par Novartis et le refus du budget 2012, pensez-vous toujours qu'il est plus facile de diriger une administration communale que Paléo?

Ce ne sont pas les mêmes soucis. Je perds moins le sommeil. Dans le cas du début de Paléo ou d'Expo.02, à certains moments, il y avait un doute profond sur l'avenir. Dans le cas de la Ville, nous n'avons pas un problème existentiel. Nous avons des problèmes structurels, parfois un peu irrationnels liés à l'équilibre des forces entre le Conseil communal et la Municipalité. Au début de Paléo, nous ne savions pas si nous allions payer les salaires! Dans le cas présent, personne n'a été licencié, tout le monde a reçu son salaire, les prestations continuent d'être fournies.

N'était-ce pas aller au-devant d'un refus en présentant un budget avec un déficit de 11 millions de francs?

Nous savions qu'il y avait un risque. Lorsque nous avons reçu le décompte des acomptes de la péréquation (ndlr: le 4 octobre), nous nous sommes dit que ce n'était pas bon, qu'un déficit de plus de 10 millions, c'était choquant. Une question s'est posée: est-ce que l'on devait corriger les recettes puisque dans un délai si court nous n'avions plus le temps de revoir les dépenses? Après avoir analysé la situation, nous avons peut-être décidé, à tort, de ne pas toucher les recettes fiscales. Nous n'avions pas assez d'indices pour augmenter: le niveau de confiance dans l'économie était inférieur aux indicateurs. Nous avons choisi de jouer la transparence. Si l'on décortique cette perte, nous avons un budget déficitaire de plus de 2 millions mais c'est tout à fait supportable dans la mesure où de toute façon on ne dépense jamais tout ce que l'on inscrit dans le budget. Et puis il y a ces 8,8 millions de facture sociale en plus: il faut que l'on se batarde pour faire corriger ce système.

Vous vous attendiez à ce vote négatif?

Je ne m'attendais pas à une telle fronde du Conseil communal. D'autant plus que la Municipalité espérait avoir l'opportunité de bien expliquer cette situation. J'ai le sentiment qu'on ne nous l'a pas donnée. J'espérais que l'on aurait une rencontre avec la Commission des finances — pour laquelle j'ai beaucoup de respect — avant la rédaction de son rapport final. Là nous aurions certainement pu trouver un terrain d'entente; y compris



Daniel Rossellat se définit comme un personnage atypique dans le microcosme politique vaudois. «Si le refus du budget sert d'exutoire et qu'après nous puissions travailler comme il faut, je m'accommoderais de cette situation», déclare-t-il. PHOTOS TATIANA HUF

«Nyon, c'est un peu comme un adolescent qui grandit, pour lequel il faut changer ses pantalons quatre fois par an, qui mange comme trois et qui ne gagne rien!»

par rapport à certains amendements. La Municipalité aurait pu se rallier à certaines propositions d'économies voire de recettes supplémentaires. Cela a été fait dans un but très louable d'être responsable des finances communales mais la manière de le gérer n'était pas très responsable par rapport à l'administration.

Le problème de la facture sociale est récurrent. Ne faudrait-il pas mettre le Canton face à ses responsabilités et refuser d'établir le budget?

Nous avons écrit une lettre au Conseil d'Etat en lui demandant de revoir le système parce qu'on nous oblige à fixer le taux d'imposition au 31 octobre alors que nous recevons seulement le 4 octobre les acomptes de la péréquation que nous devons payer. Ce système péréquatif est hyper-compliqué et imprévisible dans la mesure où si la facture sociale augmente — ce qui est le cas ces derniers temps — nous savons que nous allons devoir payer davantage mais nous n'avons aucune idée du montant car cela dépendra de la santé financière

des autres communes vaudoises. Nous souhaiterions avoir au moins, avant le mois de juin, des indications fiables sur le montant réel sur la facture sociale.

Ne faudrait-il pas augmenter le taux d'imposition qui est relativement bas (ndlr. 60 points d'impôt et 1% dévolu au service du feu) par rapport au nombre de projets envisagés dans la commune?

Pour le moment, ce n'est pas un objectif. Mais si nous y sommes contraints au regard de l'évolution de la situation, il faudra bien se poser la question. Ajuste-t-on le taux d'impôt ou renonce-t-on à un certain nombre de projets? La Commission des finances l'a relevé et je partage cette vision à savoir l'instauration de points d'impôts affectés pendant quelques années. Cela, c'est déjà fait à Nyon avec le Rocher. Par rapport à certains projets, je pense que le Conseil communal et la population, si par hasard il y avait un référendum, pourraient l'admettre. Pour moi, nous devrions idéalement arriver à équilibrer le ménage communal normal avec les recettes à disposition, mais

nous avons ce foutu problème de la péréquation et de la facture sociale. Nous sommes considérés comme riches mais en même temps nous devons faire face à des investissements énormes avec des services notoirement en sous-effectif. La Ville traverse une crise de croissance.

Comment l'expliquez-vous?

Avant, nous étions une petite ville où presque tout le monde se connaissait. Nous avions un certain nombre d'équipements qui était globalement correct par rapport aux attentes des Nyonnais. Depuis quelques années, nous avons une très forte augmentation de la population, avec des communautés non francophones relativement importantes, anglophones entre autres, qui ne s'intègrent pas de la même manière qu'avant. La population a aujourd'hui des attentes dont certaines sont contradictoires. Tout le monde voudrait que Nyon soit une ville animée mais pas de bruit près de chez soi, tout le monde aimerait des garderies mais pas chez soi... Il y a maintenant des attentes et des comportements qui sont très urbains.

C'est une ville en mutation et en même temps, nous avons aussi une crise de croissance dans l'administration.

Comment se traduit-elle au sein de l'administration?

Avant, nous avions des chefs de service qui restaient très longtemps, qui habitaient la ville et qui connaissaient tout le monde, les choses se faisaient de manière beaucoup plus informelle. Maintenant, il n'y a pratiquement plus aucun chef de service qui habite à Nyon. Ils n'ont pas l'historique du tissu nyonnais, mais ils amènent autre chose, un autre regard. Quand nous mettons des annonces pour des embauches, nous n'avons aucun candidat de Nyon. Aujourd'hui seulement un tiers des collaborateurs de la Ville y habitent. Auparavant, pour un permis de construire, c'était deux pages A4, maintenant c'est un classeur complet! Même si les exigences requises ont toutes une bonne raison d'exister, on a ajouté des contraintes supplémentaires qui ont un coût en argent et en énergie. Donc les projets deviennent plus lourds.

Au sein de l'administration, le service de l'urbanisme traverse une crise profonde.

La Ville doit faire face à d'énormes projets. On devrait réaliser pour 500 millions d'investissements d'ici 2020. Mais nous n'avons pas cette capacité d'auto-financement. Nous devrions augmenter les effectifs de cer-

tains services dont celui de l'urbanisme. Je parle de crise de croissance car l'abondance de ces nouveaux projets fait que l'administration est obligée de grandir. On a augmenté le nombre de services avec l'Office de la mobilité, la délégation au développement durable... Evidemment, cela entraîne des processus qui sont inévitablement un peu alourdis. Il y a eu aussi, il ne faut pas le cacher, quelques tensions entre des services planificateurs et constructeurs. Des tensions qui sont sources de stress et de blocage. C'est très fréquent dans les villes de la taille de Nyon, voire des plus grandes.

A un moment donné, ce n'est pas à la Municipalité de trancher?

Bien sûr, mais ça c'est «y a qu'à!» Ce n'est pas toujours si simple. Nous avons eu un changement de législature avec une période d'élections qui n'est pas propice pour faire avancer les dossiers. Il a fallu ensuite trouver une nouvelle dynamique avec l'équipe élue. Certes, elle a pu changer avec le remplacement de Monique Boss par Stéphanie Schmutz mais en même temps il y a eu une nouvelle répartition des dicastères. Qui plus est, la personne en charge de l'urbanisme est en arrêt maladie. Si on cumule l'énorme travail réalisé au sein de ce service, l'incertitude pendant un moment par rapport à sa conduite, plus un certain nombre de tensions, c'est clair que l'on arrive à des situations difficiles. Nous avons trois urbanistes, aujourd'hui il n'y en a plus⁽¹⁾.

Que compte faire la Municipalité pour soulager ce service?

Ce peut être aussi une opportunité pour imaginer une organisation un peu différente du service. Au niveau de la Municipalité, on a créé une délégation aux grands projets. Et on est en train de réfléchir à la manière de conduire des grands projets parce que la structure actuelle de l'administration n'est probablement pas celle qu'il faut. Le deuxième point, c'est la question de la priorisation des projets au cours de cette législature avec en ligne de mire l'horizon 2020 voire 2025. Nous avons d'énormes besoins d'investissements alors que la Ville ne perçoit que 30% des impôts, le canton en récupérant 70%. Nous sommes dans cette phase de crise de croissance. Nyon, c'est un peu comme un adolescent qui grandit, pour lequel il faut changer ses pantalons quatre fois par an et qui mange comme trois et qui ne gagne encore rien!

